

Michel Godet

“IL NE FAUT PAS SEULEMENT FORMER LES GENS POUR LES INSÉRER, MAIS AUSSI LES INSÉRER POUR LES FORMER !”



© Thierry Bouley

Rien n'est gagné d'avance mais, quand reviendra la croissance, le chômage devrait recommencer à baisser grâce aux réformes entreprises, allant dans le sens de la flexisécurité, explique le prospectiviste Michel Godet dans son dernier livre, *Le Courage du bon sens* (Odile Jacob).

Michel Godet.
« La dépense pour l'emploi représente 4 % du PIB. C'est en cherchant à dépenser mieux que l'on parviendra à diminuer la facture ».

Propos recueillis par Mériadec Raffray

La baisse du chômage observée avant la crise est-elle liée à l'application de la flexisécurité en France ?

Le nombre de demandeurs d'emploi a reculé de 160 000 en 2006, puis de 230 000 en 2007. Début 2008, le nombre de chômeurs était repassé sous la barre des 2 millions de personnes. On n'avait pas connu une telle décrue depuis l'année 2000. Le taux de chômage est redescendu mi-2007 sous la barre symbolique des 8 % pour atteindre mi-2008 7,2 %, soit le taux le plus bas depuis 1983. Une partie de l'explication est d'ordre structurel. La croissance mondiale n'a jamais été aussi élevée que lors de ces dernières années. La démographie française est également très favorable. Les générations qui arrivent aujourd'hui sur le marché du travail sont de 20 % moins nombreuses que celles qui le quittent. Les jeunes sont devenus rares. C'est d'ailleurs pour cela que je ne suis pas inquiet pour eux. Mais il faut aussi inscrire au crédit de Nicolas Sarkozy le fait d'avoir osé réaliser un certain nombre de réformes essentielles. Malgré les résistances, les hésitations et les reculs, les succès sont au rendez-vous. En détricotant les 35 heures, il incite

les Français à travailler. Il a procédé au toilettage du dispositif public de soutien à l'emploi. J'approuve la fusion de l'ANPE et de l'Assédic, même si l'on peut déplorer que le nouveau dispositif ne générera pas d'économies. Dorénavant, il sera possible de supprimer les aides aux chômeurs qui se montrent peu motivés par la recherche d'un emploi. Il est anormal qu'en Languedoc-Roussillon le nombre de RMistes soit singulièrement plus élevé qu'ailleurs !

Avait-on vraiment besoin du « revenu de solidarité active », ce RSA qui gonflera de 1,5 milliard d'euros la facture du RMI (5 milliards d'euros par an) et qui sera financé par une nouvelle taxe ?

L'idée partait d'un bon sentiment : pas d'activité sans contrepartie de revenus supplémentaires. Mais il ne fallait pas oublier le corollaire : pas de revenu sans contrepartie d'activité. Tel qu'il se présente aujourd'hui, le RSA débouche sur le paradoxe suivant : à partir de 26 heures de travail hebdomadaire, ses bénéficiaires

gagneront plus que les salariés travaillant à temps plein pour le smic ! Telles sont les conclusions auxquelles ont abouti les responsables des tests effectués sur le terrain. En enrichissant les travailleurs pauvres, on risque de les maintenir dans la trappe du temps partiel et de décourager les salariés à plein-temps.

La combinaison de la défiscalisation des heures supplémentaires, l'augmentation de la prime pour l'emploi, la baisse des charges sociales pour les moins qualifiés et l'obligation d'accepter un emploi suffit à réinsérer les RMistes.

L'affaire du RSA illustre la permanence d'un vrai clivage quant au meilleur chemin pour parvenir à l'insertion. Il y a d'un côté tous ceux, à l'instar de Martin Hirsch, qui partent du social et veulent le rendre économique. Ils finissent par construire des usines à gaz, source d'effets pervers et de contre-productivité économique, à l'instar des 35 heures. Et puis il y a, de l'autre côté, ceux qui, comme moi, à tort ou à raison, pensent que le meilleur moyen de faire du social est d'en faire une retombée de l'économique. C'est ainsi que je suis devenu libéral, parce que social. Première bonne nouvelle, 40 % des créateurs d'entreprise sont d'anciens

chômeurs. Deuxième bonne nouvelle, le taux de survie des entreprises créées par les chômeurs est le même que pour celles créées par des non-chômeurs. Il suffit de placer les gens dans une dynamique de projet pour les rendre « réemployables ». Tout le monde n'est pas fait pour être entrepreneur. En revanche, tout le monde est entreprenant.

La flexisécurité coûte très cher au Danemark. La fiscalité y est l'une des plus élevées d'Europe. Ce concept n'est-il pas un peu trop « luxueux » pour l'économie française ?

En France, le montant global de la dépense pour l'emploi représente 4 % du PIB, soit 65 milliards d'euros, dont plus de la moitié de dépenses dites « passives ». Depuis 2000, le coût direct et indirect des politiques de l'emploi n'a cessé de croître et jusqu'alors notre pays ne s'était pas attaqué aux racines du mal : on a soigné les symptômes. Le président Sarkozy a été élu en 2007 pour réformer le pays et mettre un coup d'arrêt à son déclin. En matière d'emploi, le challenge est de réussir à utiliser efficacement tout cet argent. C'est en cherchant à dépenser mieux que l'on parviendra à diminuer la facture de la politique pour l'emploi. Attention cependant, le modèle danois a ses limites. Il ne concerne que les nationaux, les travailleurs étrangers au chômage étant renvoyés dans leurs pays. En outre, le nombre de personnes dispensées de recherche d'emploi est plus élevé qu'en France, où il représente déjà 20 % des demandeurs d'emploi, soit 400 000 personnes.

Un exemple pour rendre le système plus efficace ?

Les dépenses « actives » pour l'emploi intègrent les 26 milliards d'euros consacrés à la formation professionnelle. Dans ce domaine, on constate d'énormes gâchis.

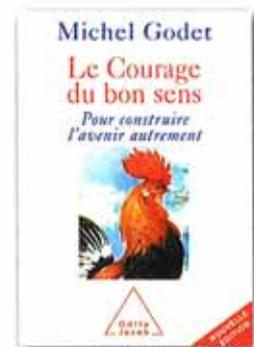
On n'y remédiera pas tant que l'on n'aura pas séparé la question du financement des syndicats de celle de la formation professionnelle. Je prêche pour que l'on ait des syndicats forts. Je préconise de rendre obligatoire l'adhésion à un syndicat et, en contrepartie, d'autoriser les particuliers et les entreprises à déduire le montant de l'adhésion de leurs impôts, à l'instar des cotisations que l'on verse aux partis politiques.

À la demande du gouvernement, les partenaires sociaux élaborent en ce moment les contours d'une nouvelle réforme du mécanisme de la formation professionnelle...

En France, on commet une erreur colossale en voulant essentiellement former les chômeurs pour les aider à (re) trouver un emploi. N'oublions pas le constat fait par François Dalle, il y a vingt-cinq ans : « Il ne faut pas seulement former les gens pour les insérer, mais aussi les insérer pour les former ! » L'insertion est en soi formatrice. On apprend très bien « sur le tas ».

Il existe donc un remède au chômage des jeunes...

Sur 100 jeunes de 16 à 26 ans dans la rue, seuls 8 sont véritablement au chômage. C'est moins de la moitié de ceux qui ne savent pas lire et compter quand ils entrent en 6^e (un jeune sur cinq). Bref, une partie des jeunes en situation d'échec scolaire parviennent à décrocher un emploi. Soulignons ici le rôle des PME pour l'intégration de ces jeunes. Ceux qui s'en sortent savent se comporter en société. Ils maîtrisent le « savoir être ». Ceux qui échouent ne possèdent même pas cette richesse. Ce n'est pas leur faute. Ils sont les victimes de l'échec du système éducatif et des errements des politiques de l'intégration et des banlieues. Avec eux, la question



n'est pas l'emploi ou l'entreprise. Nous sommes face à un problème social. Si l'on se trompe de diagnostic, on se trompera de prescription.

L'autre question cruciale est le travail des seniors...

La France reste très en retard sur cette question. Les récents dispositifs pour favoriser l'emploi des seniors vont dans le bon sens, mais ils sont insuffisants. Le taux moyen de départ effectif à la retraite est toujours inférieur à 59 ans en France, soit deux ans de moins que la moyenne européenne. La moitié des actifs qui prennent leur retraite sont déjà en situation de non-emploi. Le taux d'emploi des 55-64 ans est faible (38 %, contre 43 % dans la zone euro) et stagne. Il est toujours plus rentable pour une entreprise de remplacer ses « anciens » par des jeunes. Pourtant, elles devront bientôt se résoudre à rappeler les seniors. Notre économie va manquer de bras et de cerveaux. Les retraités sont demandeurs. Leurs pensions commencent à s'effriter. Depuis 2003, un retraité perd un demi point de niveau de vie par an. De plus en plus d'entre eux recherchent des compléments de revenus. Cette évolution va dans le sens de la loi récente instaurant la possibilité pour les actifs qui le souhaitent de travailler jusqu'à 70 ans. En France, il existe des exemples d'entreprises ayant énormément progressé à la suite de la mise en œuvre d'une politique volontariste d'accompagnement des salariés seniors. Plus que de formations, ceux-ci ont besoin surtout de projets. ■